



Entrepreneuriat social et bien-être social : Rôle du capital humain et social dans les coopératives de la région Guelmim Oued Noun

Salah DRIOUCH, Abdeljalil MAZZAOUROU

Laboratoire de recherche en Management, Innovation, et Recherche Appliquée (MIRA), Faculté d'Économie et de Gestion GUELMIM, Laboratoire de Recherche en Economie Sociale et Solidaire, Gouvernance et Développement (LARESSGD) FSJES CADI AYYAD Marrakech

Résumé: L'objectif de cette étude est d'analyser la contribution de l'entrepreneuriat social à l'amélioration du bien-être social de la population. Une revue de littérature exhaustive a été entreprise pour définir précisément le cadre et la portée des activités liées à l'entrepreneuriat social, tandis qu'une évaluation de sa contribution au bien-être social s'est focalisée sur le rôle du capital humain et social des coopératives dans cette dynamique. Dans ce contexte, une modélisation SEM (Structural Equation Model) a été réalisée avec la procédure SmartPLS V.3, appliquée à un échantillon représentatif de coopératives opérant dans la province de Guelmim. L'analyse visait à mettre en lumière les relations potentielles entre le rôle du capital humain et social dans les pratiques entrepreneuriales des coopératives et l'amélioration de leur bien-être social, adoptant ainsi une approche méthodologique rigoureuse dans une perspective académique, soulignant l'importance d'une compréhension approfondie des mécanismes sous-jacents à ces relations cruciales pour le développement social.

Mots-clés : Entrepreneuriat social, bien-être social, capital humain et social, modélisation SEM.

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.13685835>

1 Introduction

Alors qu'il était quasiment inconnu au début des années 90, le concept d'entreprise sociale a réalisé une entrée surprenante dans les débats académiques au cours des trois dernières années ainsi que dans les milieux professionnels. Aussi, ces dernières années, un important corpus théorique s'est développé autour de l'entrepreneuriat social et de l'entreprise sociale (Johnson, 2000 ; Dees et Anderson, 2006 ; Nicholls, 2008 ; Shaw et de Bruin, 2013) et l'intérêt pour ce concept paraît en progression continue.

Mobilisant des approches innovantes pour résoudre les problèmes sociaux, l'entrepreneuriat social est devenu un phénomène mondial dont l'impact sur la société est largement reconnu (Robinson et al., 2009). Si l'idée de mobiliser les approches entrepreneuriales, qui prévalent dans le secteur privé, pour répondre aux besoins sociaux complexes et combler ainsi les inefficiences du marché n'est pas nouvelle, le phénomène semble néanmoins s'accélérer au cours des trois dernières décennies.

Ainsi, en théorie, les entreprises sociales sont appelées à maximiser la valeur sociale grâce à la création de richesse sociale (Zahra, et. Al, 2008) de préférence aux profits destinés à la richesse personnelle et des actionnaires (Zadek et Thake, 1997). La question de la capacité des entreprises sociales à contribuer d'une manière pérenne au bien-être des communautés est discutable (Anderson, 2003 ; Dacin et al., 2010 ; Teece, 2010). En raison de la difficulté à évaluer l'impact social, il est également difficile de déterminer si une



entreprise sociale fonctionne correctement, ce qui peut causer de graves dommages à long terme aux bénéficiaires ciblés.

Aussi, de l'avis de nombreux chercheurs, le corpus théorique émergent sur l'entrepreneuriat social et son rôle dans le développement économique et la création de valeur sociale reste sous-développé et de nombreuses controverses continuent de marquer cette littérature (Teasdale, 2010 ; Ntayi, Luganda et Nkote-Nabeta, 2017). Depuis quelques années, l'impact social et notamment la capacité des entreprises sociales à améliorer le bien-être des communautés sociales se situe au centre des débats aussi bien au plan politique que dans les sphères académiques et universitaires. La question de l'impact social est ainsi posée tant du point de vue de l'atteinte des objectifs de satisfaction des besoins des membres de l'entreprise sociale que, de manière plus générale, de la contribution au bien-être social de la communauté.

La diversité des modèles d'entrepreneuriat social impliquant des divergences marquées au plan des finalités, des formes juridiques et des modes d'action et de gouvernance, participe largement de la persistance de ce débat. Le modèle coopératif représente une forme particulière d'entrepreneuriat social et focalise de plus en plus les travaux relevant de ce champ de recherche.

Notre problématique s'inscrit dans le cadre de ce débat et se propose de répondre au questionnement suivant :

« Dans quelle mesure la qualité du capital humain et social contribue au bien-être social dans les coopératives de la région de Guelmim Oued Noun ? »

Nous présenterons ainsi dans un premier axe, d'une part, une revue de littérature sur l'entrepreneuriat coopératif en tant que forme particulière d'entrepreneuriat social. D'autre part, de proposer une définition de bien-être social et d'évoquer les différentes approches et facettes du concept qui ont pu être développées.

Dans un deuxième axe, nous allons essayer d'identifier la contribution du capital humain et social des entreprises coopératives dans le bien-être social de la communauté. Finalement dans un troisième axe, nous proposerons les résultats empiriques de l'étude, afin de révéler la contribution de l'entrepreneuriat coopératif dans le bien-être social de la communauté au niveau des coopératives agricoles de la région Guelmim Oued Noun.

2 Entrepreneuriat coopératif et bien-être social

Dans cette étape, notre démarche consistera à examiner les bases théoriques de l'Entrepreneuriat coopératif et du bien-être social, puis à déterminer les variables cruciales qui influent sur leur lien, afin de développer un modèle de recherche cohérent.

2.1 L'entrepreneuriat coopératif : Concept et fondements théoriques

L'entrepreneuriat social suscite un intérêt croissant au cours des dernières années, bien qu'il y ait encore débat et confusion sur sa définition précise, en raison notamment de l'imbrication de la dimension entrepreneuriale et la dimension sociale. Un consensus semble néanmoins se former sur un certain nombre de dimensions fondamentales, à savoir : la mission sociale, le changement social transformateur, l'innovation sociale, la reconnaissance des opportunités sociales, la création de valeur sociale.

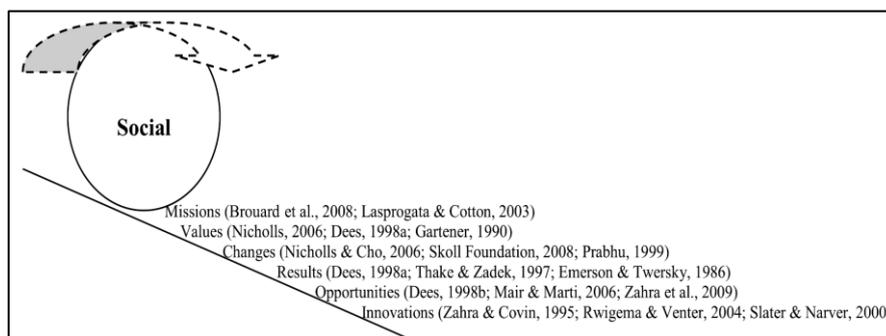
Aussi, il semble y avoir consensus sur le fait qu'une entreprise sociale est une organisation indépendante ayant des objectifs sociaux et économiques qui vise à atteindre un objectif social ainsi qu'à atteindre la viabilité financière grâce à des activités marchandes (Haugh, 2005). Un élément clé de leur réussite, selon Zahra et al., (2008), est leur détermination à maximiser la valeur sociale par la génération de richesse sociale. La valeur sociale peut être décrite en fonction de son impact positif au niveau de la société et sa création, dans le contexte de l'entrepreneuriat social, découle de la satisfaction des besoins fondamentaux des personnes défavorisées (Certo et Miller, 2008).

Par ailleurs, insistant sur l'indifférence au secteur, plusieurs auteurs soutiennent que l'entrepreneuriat social peut se manifester dans plusieurs secteurs (privé, public ou le tiers secteur). Dees (1998) insiste sur trois caractéristiques importantes de l'activité des entreprises sociales, à savoir la reconnaissance et l'exploitation de nouvelles opportunités de servir la mission sociale, l'engagement dans un processus d'innovation, et agir sans être limité par les ressources actuellement disponibles. En outre, comme dans toute activité entrepreneuriale, l'entrepreneur social démontre sa capacité à assumer le risque inhérent au projet (Tan et Williams, 2005). Enfin, notre revue de littérature a également montré que la recherche sur l'entrepreneuriat social s'est développée d'une manière significative au cours de la dernière décennie, attirant l'intérêt d'un large éventail de disciplines. Ces travaux tendent de plus en plus à reconnaître l'innovation sociale comme au cœur du succès des entrepreneurs sociaux qui, loin d'agir d'une manière isolée et solitaire, tendent à constituer un système façonné par un large éventail d'organisations et d'institutions qui influencent les développements dans certains domaines pour répondre à un besoin social ou favoriser le développement social. Sur cette base, il est suggéré que les

entreprises sociales et les entrepreneurs sociaux existent au sein d'une communauté de praticiens et d'institutions s'occupant conjointement des questions sociales, contribuant à façonner la société et l'innovation.

À partir des différentes conceptions proposées, il est possible de voir que les dimensions sous-jacentes s'articulent autour du terme « social ». Comme le montre la figure ci-dessous en forme de boule de neige, le noyau social de l'entrepreneuriat se forme avec la mission qui se traduit ensuite par des valeurs sociales, des changements sociaux, des résultats sociaux, des opportunités sociales, des innovations sociales, etc. (cf. Figure 1).

Figure 1 : Composantes du concept d'entrepreneuriat social



Source : Forouharfar et al. (2018, p.16)

Une articulation logique entre les constituants des composants définitionnels de l'entrepreneuriat social, telle que suggérée par Forouharfar et al. (2018), peut être formulée de la manière suivante :

« L'entrepreneuriat social est une innovation socialement orientée vers une mission qui cherche à réaliser un changement social transformateur bénéfique par la créativité et la reconnaissance des opportunités sociales quel que soit le secteur considéré » (p.33)

2.2 Bien-être social : Des approches théoriques diversifiées

Le bien-être est généralement considéré comme une description de l'état de la vie des gens (McGillivray 2007, p. 3). Le bien-être renvoie, dans son acception la plus large, à un sentiment général de consentement, d'épanouissement généré par la pleine satisfaction des besoins de l'individu (Lafaye, 2007). Le terme anglais de well-being est plus explicite en ajoutant la dimension de la prospérité et de la richesse.

Le bien-être est par ailleurs une notion que les gens et les décideurs politiques aspirent généralement à améliorer. Cependant, il s'agit d'un concept ambigu, dépourvu de définition universellement acceptable. Lorsqu'on aborde ce champ de recherche, on est souvent confronté à des interprétations concurrentes. La littérature révèle ainsi la difficulté à définir le bien-être et de surcroît la tentative de le mesurer. Nous abordons ainsi dans le cadre de cette section les différentes approches théoriques du bien-être social et les tentatives de sa mesure.

Ces changements de perspectives et de conception du bien-être ont eu aussi des répercussions majeures en termes de mesure du bien-être social. Sen (2000) lui-même estime que son approche implique d'abord autrement la mesure du bien-être et du niveau de développement : « *La préoccupation fondamentale (...) est notre*

capacité à mener le genre de vie que nous avons des raisons de valoriser. Cette approche peut donner une vision du développement très différente de la concentration habituelle sur

le PNB, le progrès technique ou l'industrialisation, qui ont tous une importance contingente et conditionnelle sans être les caractéristiques déterminantes du développement. »¹².

Une analyse rétrospective de l'évolution des mesures du bien-être social indique que celles-ci peuvent être classées en deux grandes catégories : les mesures objectives et subjectives. La première catégorie mesure le bien-être à travers certains faits observables tels que les statistiques économiques, sociales et environnementales. Le bien-être des personnes est évalué indirectement à l'aide de mesures cardinales. D'autre part, les mesures subjectives du bien-être capturent les sentiments ou l'expérience réelle des gens de manière directe (van Hoorn 2007). Ils évaluent le bien-être au moyen de mesures ordinales. Traditionnellement, le bien-être a été identifié avec une seule dimension objective : le bien-être matériel mesuré par le revenu ou le PIB. Il s'est ensuite étendu à des mesures telles que le revenu par habitant et la pauvreté. Le lien entre le revenu et le bien-être repose sur l'hypothèse que le revenu permet une augmentation de la consommation et que la consommation augmente l'utilité. Pourtant, il existe un désaccord sur la façon dont l'augmentation de la consommation représente une amélioration du bien-être (Conceição et Bandura, 2008). De plus, le PIB a ses défauts de mesure et ne saisit pas tous les aspects de la vie humaine (Stiglitz, Sen et Fitoussi, 2009). Ainsi, au lieu de s'appuyer sur une seule dimension, les mesures du bien-être ont progressé pour englober des dimensions plus larges telles que les aspects sociaux, l'environnement et les droits de l'homme (cf. tableau 8). Il est désormais largement admis que le concept de bien-être est multidimensionnel : il englobe tous les aspects de la vie humaine.

2.3 . Le rôle du capital humain et social dans le bien-être social des coopératives

Dans un contexte marqué par des défis sociétaux complexes, combinés au recul croissant des engagements sociaux des pouvoirs publics, le potentiel de l'innovation sociale pour aider à relever ces défis suscite un intérêt considérable.

Par ailleurs, la littérature émergente sur l'entrepreneuriat social et son rôle dans le développement économique et la création de valeur sociale demeure peu développée et traversée par de nombreuses controverses. En particulier, la capacité des entreprises sociales à créer de la valeur et la question de leur impact social devient de plus en plus au centre du débat dans le champ de l'économie sociale. Cette question anime de nouveaux débats sur la mesure des performances sociales de ces organisations, tant du point de vue de l'atteinte des objectifs de satisfaction des intérêts des membres de l'organisation que de l'amélioration du bien-être social de la communauté de manière plus générale (Teasdale, 2010 ; Ntayi, Luganda et Nkote-Nabeta, 2017).

En dépit des multiples atouts et avantages associés par ses promoteurs au modèle coopératif que ce soit en termes de services rendus, de durabilité, de responsabilité sociale de l'entreprise, de participation aux décisions, générant de la motivation et du bien-être individuel et collectif, peu de preuves empiriques sont apportées par la littérature, notamment dans le contexte des pays en développement. De fait, si certains travaux empiriques constatent des effets positifs de l'entrepreneuriat coopératif sur certaines dimensions du bien-être et une contribution significative au développement socio-économique de la communauté (Barraud-Didier et Henninger, 2009), d'autres travaux nuancent ces résultats et soulignent de multiples dysfonctionnements qui caractérisent ce type d'organisation (Ahrouch, 2010) dont la survie demeure parfois tributaire de soutiens financiers provenant de programmes étatiques ou d'ONG (Ibourk, 2014).

Au plan académique, les entreprises sociales sont reconnues comme importantes pour lutter contre l'exclusion sociale et économique, et fournir les services nécessaires aux personnes défavorisées telles que les formations et les emplois, ainsi que la prestation de services aux groupes marginalisés. Tortia (2010) soutient que les caractéristiques des organisations à but non lucratif sont telles qu'elles favorisent l'efficacité productive et l'emploi, tout en réduisant la pauvreté et la marginalité, augmentant finalement le bien-être agrégé. Néanmoins, il n'y a pas d'évaluation quantitative de la contribution de l'économie sociale au bien-être des personnes qu'elle sert. Des études antérieures ont tenté d'identifier et de quantifier la contribution à certains résultats sociaux et économiques, mais les conclusions restent largement anecdotiques en raison de la rareté des données.

Laville et Nyssens (2001) soulignent que l'objectif déclaré des entreprises sociales est de servir la communauté, c'est-à-dire de résoudre les problèmes d'équité et de promouvoir les biens communautaires tels que la cohésion sociale, la santé publique ou le développement local. Par exemple, l'objectif principal d'une entreprise sociale aidant les chômeurs n'est pas d'accumuler ou de distribuer des bénéfices. La motivation est plutôt de lutter contre le chômage de longue durée et de promouvoir l'intégration sociale et le bien-être (Laville et Nyssens, 2001). Autre exemple dans le secteur de la santé, rapporté par Amin (2009), les entreprises sociales mettent l'accent sur l'éthique des soins animant les entrepreneurs sociaux, une éthique qui semble secondaire ou insuffisante dans les secteurs privé et public.

Dans leur étude de la contribution des entreprises sociales d'insertion au bien-être de la communauté, Mertens et Marée (2012) mettent en évidence une plusieurs catégories d'impacts collectifs de ce type d'organisation (voir tableau 1).

Tableau 1 : Typologie des impacts collectifs de l'entreprise sociale d'insertion

Développement sociétal	Réductions des inégalités (Accès au logement). Augmentation du capital social (Cohésion sociale). Amélioration des conditions de vie collective (Réduction de la délinquance). Amélioration de la santé publique (Réduction des cas de dépression).
Protection de l'environnement	Réduction des matières résiduelles (recyclage).
Développement local et cohésion territoriale	Revitalisation du tissu économique (Augmentation des échanges locaux). Dynamisation sociale (Démocratie de proximité). Amélioration du cadre de vie (propreté des rues).
Marché du travail	Meilleure affectation des ressources productives (Augmentation du capital humain, employabilité accrue).
Fonction d'innovation	Innovations économiques et sociales (nouveau service).

Source : Mertens et Marée (2012, p. 102)

Le capital social est défini par des normes institutionnelles et des réseaux relationnels de liens et de comportements sociaux. Ce capital social renforce la confiance dans l'organisation ou la communauté et sert de pont entre les normes internes et la moralité (Coleman, 1990). Le capital social est composé par les réseaux sociaux qui « sont par essence les différents chemins existants entre les individus et les groupes » (Franco, 2004). Les réseaux sociaux sont fondamentaux dans l'accumulation du capital social mais également dans la construction et la structuration des territoires, leur analyse est donc fondamentale pour la compréhension des processus de développement territorial.

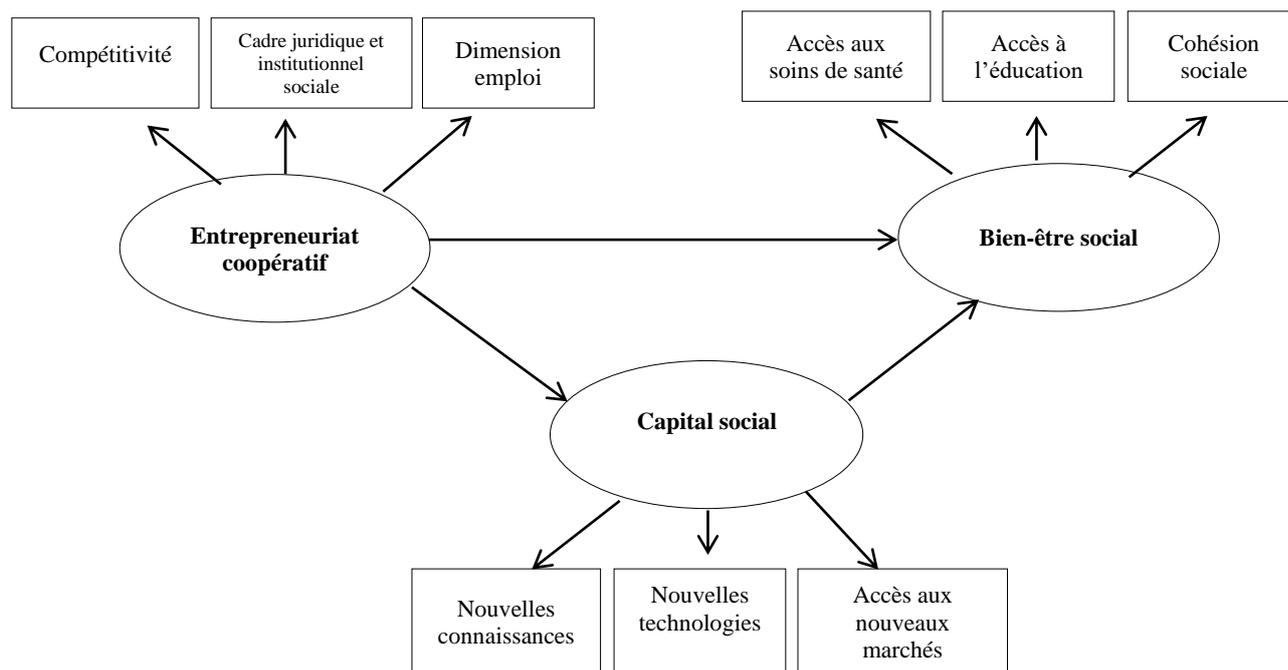
Le capital social des entreprises sociales contribue à établir des relations avec divers partenaires pour la création de valeur sociale et la durabilité de ces organisations (Bouchard et Rousselière, 2016). En d'autres termes, le capital social aide les entrepreneurs sociaux à innover et à créer des valeurs sociales grâce à la coopération avec les employés, les ONG, le gouvernement central, le gouvernement local et les utilisateurs cibles (Borzaga et Tortia, 2006). Les réseaux relationnels du capital social sont également l'un des facteurs les plus importants de la création de valeur par l'innovation produit ou procédé. De nombreuses études ont également abordé l'importance du partage d'informations et de connaissances entre les organisations dans l'amélioration des capacités d'innovation des entreprises (Sirilli et Evangelista, 1998). En outre, Kogut (1998) et Gulati (1995) ont affirmé que les entreprises sécurisent divers portefeuilles de ressources et améliorent leurs capacités d'innovation en combinant et en exploitant efficacement les ressources des partenaires. Les réseaux relationnels contribuent également à réduire les coûts, les incertitudes et les risques liés au développement de nouvelles technologies ou à l'exploitation de nouveaux marchés (De Man et Duysters, 2005).

3. Méthodologie, modèle de recherche et spécification des variables

Pour répondre à notre problématique, nous avons adopté une approche méthodologique positiviste. Nous avons examiné les travaux existants et les mots-clés pour établir un cadre d'analyse pertinent, en nous basant sur les fondements théoriques. Dans cette optique, le premier volet de notre recherche explore les bases conceptuelles de l'entrepreneuriat coopératif et du bien-être social.

Ensuite, suivant la logique de notre paradigme choisi, nous avons procédé à la modélisation des données afin de mieux comprendre comment l'entrepreneuriat coopératif contribue au bien-être social. Notre modèle conceptuel, présenté dans la figure 2, met en évidence le rôle médiateur du capital social dans la relation entre l'entrepreneuriat coopératif et le bien-être social.

Figure 2 : Modèle conceptuel de recherche



Source : Auteurs

Nous partons du postulat que l'entrepreneuriat coopératif a une incidence positive sur le bien-être social. Cette corrélation est principalement médiatisée par des variables observables définissant les comportements des coopératives, lesquels peuvent favoriser ou non l'amélioration du bien-être social.

Dans le cadre de notre démarche, nous avons entrepris de définir les variables latentes et les indicateurs de mesure issus de la théorie. Notre objectif est de mener une modélisation par les équations structurelles (SEM), en utilisant spécifiquement l'algorithme PLS. Pour ce faire, nous avons élaboré le tableau ci-dessous, détaillant les variables latentes et leurs indicateurs respectifs.

Tableau 2 : Variables et instruments de mesure retenus

Variables latentes	Variables de mesures retenues	Codes
Entrepreneuriat coopératif	perception de l'entrepreneuriat coopératif	E.C
Bien-être social	Perception du bien-être social	BS
Compétitivité (Comp)	Certificats de qualité	Comp1
	Marché de commercialisation	Comp2
	sources de financement	Comp3
Cadre juridique et institutionnel (CJI)	Cadre fiscal	CJI 1
	Procédures de constitution	CJI 2
	Accès au marché	CJI 3
Création d'emploi (D.emp)	Nombre de postes créés	Emp1
	Niveau des salaires	Emp2
	Protection sociale	Emp3
L'accès à l'éducation	Notre activité contribue à l'accès à l'éducation pour notre collectivité	AE 1

	Notre activité contribue à l'égalité de l'accès à l'éducation pour tous les membres de notre collectivité	AE 2
	La coopérative constitue un espace d'éducation et l'amélioration des connaissances	AE 3
L'accès à la santé	Notre activité contribue à la fourniture de soins de base pour prévenir les maladies et les décès prématurés.	AS1
	Notre activité contribue à réduire les risques de santé liés au manque d'hygiène.	AS 2
	Notre activité contribue aux campagnes de sensibilisation à la santé.	AS 3
Cohésion sociale	Notre activité contribue à améliorer l'intégration des individus au sein de la communauté	Cse 1
	Notre activité contribue à améliorer la communication et la compréhension entre les individus au sein de la communauté.	Cse 2
	Notre activité contribue à améliorer la confiance et le respect entre les membres de la communauté	Cse 3
Capital social (CS)	Acquisition de nouvelles connaissances	CS1
	Intégration de nouvelles technologies	CS2
	Accès à de nouveaux marchés	CS2

Source : Auteurs

Enfin, nous avons réalisé une étude auprès des 112 coopératives agricoles de la région de Guelmim Oued Noun, en utilisant un questionnaire. Le taux de réponse s'est élevé à environ 86 %. Les résultats ont été extrapolés afin de tester le modèle établi et de répondre aux questions concernant l'impact de l'entrepreneuriat coopératif sur le bien-être social des adhérents.

4. Analyses et discussions des résultats

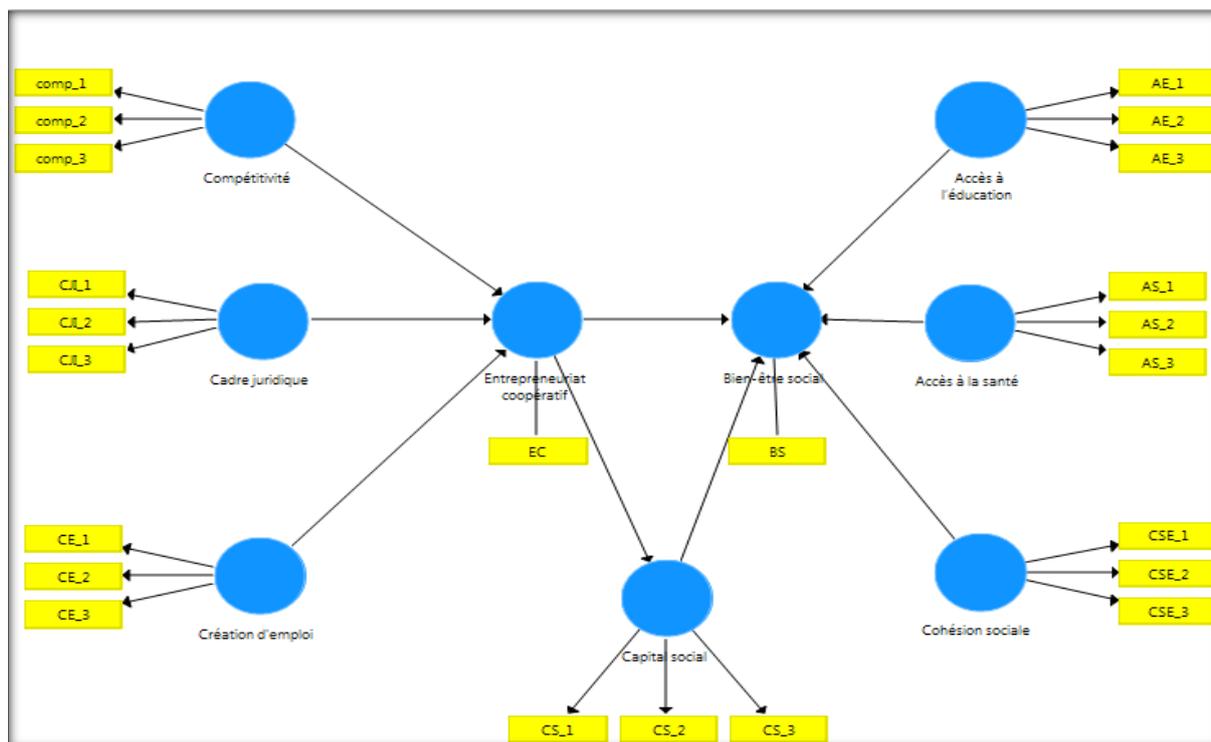
Pour évaluer notre modèle SEM, nous avons opté pour la méthode PLS qui s'avère désormais plus pertinente que les méthodes traditionnelles basées sur la covariance. Cette approche est mieux adaptée à nos objectifs et contraintes, car elle permet de tester des modèles en cours de développement, de traiter des données non conformes à une distribution normale, et de travailler avec des échantillons de taille réduite. Nous allons maintenant procéder à l'analyse et à la discussion des résultats obtenus.

4.1. Analyses des données et modélisation SEM

Après avoir extrapolé les données issues du questionnaire, nous avons testé notre modèle en utilisant les dernières avancées de l'algorithme PLS, à travers la procédure Smart PLS v.3. Conformément à la modélisation SEM, nous avons suivi les cinq étapes habituelles : spécification, identification, estimation, évaluation de la qualité d'ajustement, et enfin, analyse confirmatoire du modèle.

La spécification du modèle implique la représentation graphique du schéma de mesure global (Path model). Cette étape consiste à détailler les différents éléments du modèle et les relations supposées entre eux, comme illustré dans la figure ci-dessous.

Figure 3 : Spécification du modèle SEM (SmartPLS v.3.)



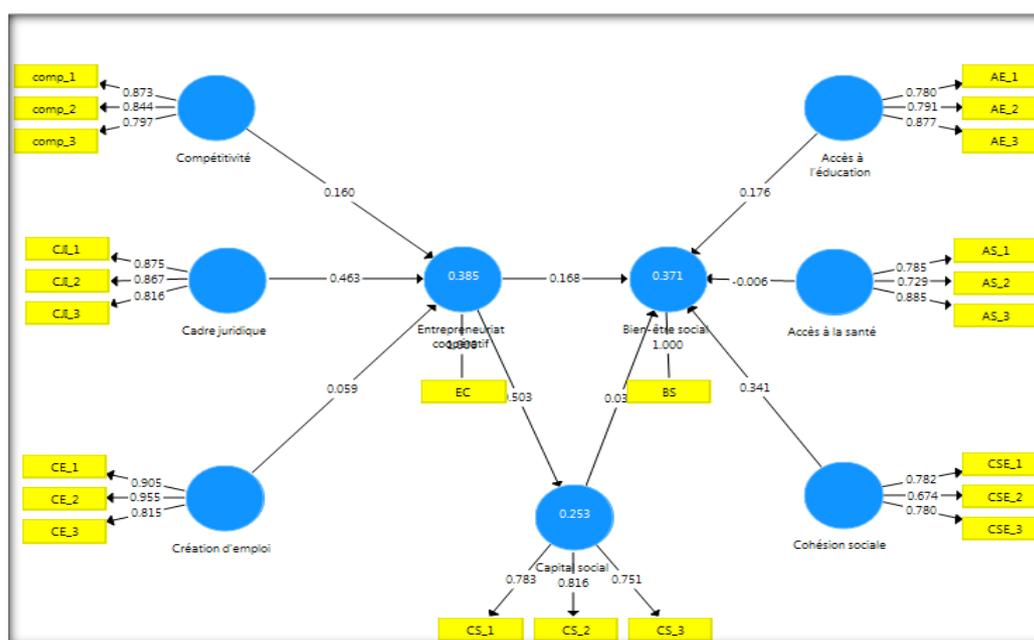
Source : Auteurs

Le modèle, à confirmer, est présenté par 23 variables observées. En théorie, ces variables sont supposées être des mesures de trois facteurs qui sont des variables latentes. Elles sont représentées par des rectangles jaunes et les variables latentes par des cercles bleus.

L'identification du modèle est désormais la deuxième phase de notre démarche méthodologique de modélisation SEM. Dans ce sens (Schumacker et Lomax 2004) préconise l'évaluation de la condition d'ordre par le nombre de degrés de liberté qui doit être supérieur à zéro. Pour notre modèle, la condition d'ordre est bien vérifiée et le degré de liberté est positif ($dll=68$).

La troisième phase de la démarche renvoie à l'estimation du modèle moyennant l'algorithme « centroïde » du PLS sur l'ensemble des unités statistiques, en l'occurrence 112 des coopératives agricoles opérant dans la région de Guelmim Oued Noun. Dans ce cadre, nous avons dressé la figure ci-dessous.

Figure 4 : Estimation du modèle SEM par l'algorithme du PLS (SmartPLS v.3.)



Source : Auteurs

Les résultats de l'estimation des paramètres du modèle ont révélé que tous les items présentaient des valeurs de contributions (loading factors) supérieures à 0,7, à l'exception de six items affichant des coefficients de corrélation relativement bas. Dans cette optique, nous avons décidé de retirer ces items afin d'améliorer la signification globale du modèle. Le résultat de cette démarche est présenté dans la figure ci-dessous.

Les items de mesure utilisés semblent capturer efficacement les différentes dimensions des deux variables latentes. Cependant, il est important de noter que le coefficient de corrélation entre l'entrepreneuriat coopératif et le bien-être social demeure relativement faible.

Par ailleurs, évaluer la qualité d'ajustement du modèle constitue la quatrième étape de notre approche méthodologique de modélisation. Dans l'ensemble, les résultats révèlent un bon ajustement du modèle, car les valeurs des indices dépassent les seuils critiques requis pour un bon ajustement. Il est à noter, à ce stade, que la fiabilité et la validité du construit requièrent un coefficient alpha de Cronbach et un rho de Dillon-Goldstein supérieurs ou égaux à 0,7.

Tableau 3 : Fiabilité et validité du construit (SmartPLS 3.)

	Alpha de Cronbach	rho_A	Fiabilité composite	Average Variance Extracted (AVE)
Accès à la santé	0,730	0,787	0,843	0,644
Accès à l'éducation	0,757	0,808	0,857	0,668
Bien-être social	1,000	1,000	1,000	1,000
Cadre juridique	0,818	0,857	0,889	0,728
Capital social	0,710	0,732	0,827	0,614
Cohésion sociale	0,766	0,840	0,790	0,558
Compétitivité	0,797	0,852	0,876	0,703
Création d'emploi	0,875	0,934	0,922	0,798
Entrepreneuriat	1,000	1,000	1,000	1,000

Source : Auteurs

En outre, nous avons vérifié les conditions de validité convergente et discriminante. La validité convergente est évaluée en examinant les corrélations entre les items et leur variable latente, lesquelles doivent dépasser 0,7, comme mentionné précédemment. Par ailleurs, la validité discriminante implique que chaque variable latente doit être plus fortement corrélée à ses indicateurs qu'aux autres variables latentes du modèle. Cela signifie que la corrélation au carré entre deux variables latentes (voir le tableau 3) doit être inférieure à la variance moyenne extraite (AVE) de chaque variable latente, selon Tenenhaus et al. (2005). Il convient de noter que Chin (1998) recommande un AVE supérieur ou égal à 0,5.

En fin de compte, l'ensemble de ces résultats nous permettra de fournir des réponses argumentées et précises à la problématique posée à travers des discussions approfondies.

4.2. Discussions des résultats

À la lumière des résultats obtenus, il s'avère que notre modèle SEM a une forte qualité d'ajustement. Nonobstant, nous pouvons reprendre les principales conclusions qui se rapportent à notre problématique.

Il est important de noter que les caractéristiques du capital humain et social ne sont pas très marquées au sein des coopératives étudiées. En effet, l'acquisition de nouvelles connaissances, l'intégration de nouvelles technologies et l'accès à de nouveaux marchés ont tous présenté des coefficients de contribution très faibles. De même, les dimensions de l'entrepreneuriat coopératif n'ont pas été fortement observées lors des entretiens. À l'exception de la dimension de l'emploi, les deux autres dimensions ont affiché des coefficients de corrélation faibles.

Dans ce contexte, il apparaît que l'entrepreneuriat coopératif contribue faiblement au bien-être social des coopératives interrogées. Cela souligne l'importance cruciale des autres acteurs institutionnels et privés qui doivent s'engager dans une démarche de coopération et de coordination, notamment dans le cadre d'une gouvernance territoriale.

Nos résultats mettent en évidence le rôle crucial du capital social dans la médiation positive et significative de la contribution de l'entrepreneuriat social à l'amélioration du bien-être social de la population. En effet, une augmentation du niveau de capital social semble entraîner une amélioration du bien-être des membres des coopératives. Ces résultats sont en ligne avec des études antérieures sur le lien entre le bien-être social et le capital social, ainsi que sur le rôle bénéfique du capital social dans le développement en général.

L'utilisation de la coopérative en tant que réseau de diffusion de connaissances et d'innovations, renforcée par la confiance et un système de gouvernance participative, peut constituer une voie privilégiée vers l'amélioration du bien-être social des coopératives.

En d'autres termes, la prolifération de projets coopératifs a favorisé, d'une part, l'accumulation de divers types de savoirs et compétences (managériaux, techniques, organisationnels, etc.) et, d'autre part, l'établissement d'un climat de confiance propice au dialogue entre les acteurs locaux et au renforcement de leur identité collective.

5. Conclusion

Cet article se focalise sur l'étude du rôle du capital humain et social dans les pratiques entrepreneuriales des coopératives, ainsi que son impact sur l'amélioration de leur bien-être social dans la région de Guelmim Oued-Noun. Nous avons adopté une approche positiviste structurée autour de trois axes principaux.

Dans le premier axe, nous avons exploré les origines conceptuelles et les interprétations théoriques de l'entrepreneuriat coopératif et du bien-être social. Nous avons examiné les mécanismes conceptuels et évolutifs pour établir des définitions précises et identifier les liens potentiels entre ces concepts.

Dans le deuxième axe, nous avons exposé nos choix méthodologiques, notre modèle conceptuel et les variables sélectionnées. Pour ce faire, nous avons mené une enquête par questionnaire auprès de 112 coopératives agricoles opérant dans la région de Guelmim Oued-Noun, afin de collecter les données nécessaires à nos analyses.

Enfin, dans le troisième axe, nous avons procédé à l'analyse des données et à la discussion des résultats en utilisant les développements récents de l'algorithme "centroïde" du PLS via la procédure Smart PLS v.3. Les

conclusions de notre analyse ont permis de mettre en évidence le rôle crucial du capital humain et social dans les pratiques entrepreneuriales des coopératives et leur contribution à l'amélioration du bien-être social.

En synthèse, nos résultats indiquent que, pour les coopératives examinées, l'entrepreneuriat coopératif contribue positivement au bien-être social. Ils soulignent l'importance du renforcement du capital humain et social, associé à une amélioration du bien-être des membres coopératifs. Cet enjeu revêt une importance particulière, notamment dans un contexte où les domaines de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) sont de plus en plus sollicités pour répondre aux déficits sociaux et réduire les disparités.

Cependant, pour apporter des réponses robustes aux interrogations sur le rôle du capital humain et social dans l'amélioration du bien-être social des membres coopératifs, nous envisageons de conduire une étude plus globale. Celle-ci engloberait non seulement les coopératives, mais aussi l'ensemble des acteurs, publics et privés, impliqués dans le territoire de la région de Guelmim Oued-Noun. Cette approche plus inclusive permettra d'obtenir des perspectives plus complètes et approfondies sur la question.

REFERENCES

- [1] Ahrouch, S. (2011). Les coopératives au Maroc : enjeux et évolutions. *Revue internationale de l'économie sociale*, 90(322), 23.
- [2] Anderson, B. B. (2003). Scaling social impact. *Stanford social innovation review*, 1(4), 24-32.
- [3] Anderson, B. B., & Dees, J. G. (2006). Rhetoric, reality, and research: Building a solid foundation for the practice of social entrepreneurship. *Social entrepreneurship: New models of sustainable social change*, 144-168.
- [4] Borzaga, C., & Tortia, E. (2006). Worker motivations, job satisfaction, and loyalty in public and nonprofit social services. *Nonprofit and voluntary sector quarterly*, 35(2), 225-248.
- [5] Borzaga, C., & Tortia, E. C. (2010). The economics of social enterprises. *The Economics of Social Responsibility. The World of Social Enterprises. London: Routledge*, 15-33.
- [6] Bouchard, M. J., & Rousselière, D. (2016). Do hybrid organizational forms of the social economy have a greater chance of surviving? An examination of the case of Montreal. *VOLUNTAS: International Journal of Voluntary and Nonprofit Organizations*, 27(4), 1894-1922.
- [7] Certo, S. T., & Miller, T. (2008). Social entrepreneurship: Key issues and concepts. *Business horizons*, 51(4), 267-271.
- [8] Coleman, J. S. (1990). Commentary: Social institutions and social theory. *American sociological review*, 55(3), 333-339.
- [9] Conceição, P., & Bandura, R. (2008). Measuring subjective wellbeing: A summary review of the literature.
- [10] Dacin, P. A., Dacin, M. T., & Matear, M. (2010). Social entrepreneurship: Why we don't need a new theory and how we move forward from here. *Academy of management perspectives*, 24(3), 37-57.
- [11] De Man, A. P., & Duysters, G. (2005). Collaboration and innovation: a review of the effects of mergers, acquisitions and alliances on innovation. *Technovation*, 25(12), 1377-1387.
- [12] Dees, J. G. (1998). Enterprising nonprofits: What do you do when traditional sources of funding fall short. *Harvard business review*, 76(1), 55-67.
- [13] Evans, M. M., Robinson, J. A., & Williamson, I. O. (2009). The Effect of HRM Practices on Employment Outcomes in Indigenous Social Enterprises. *Journal of Social Entrepreneurship*, 1-24.
- [14] Forouharfar, A., Rowshan, S. A., & Salarzehi, H. (2018). An epistemological critique of social entrepreneurship definitions. *Journal of Global Entrepreneurship Research*, 8, 1-40.
- [15] Gulati, R. (1995). Social structure and alliance formation patterns: A longitudinal analysis. *Administrative science quarterly*, 619-652.
- [16] Haugh, H. (2005). A research agenda for social entrepreneurship. *Social enterprise journal*, 1(1), 1-12.
- [17] Henninger, M. C., & Barraud-Didier, V. (2009). Quelle implication des adhérents de coopératives agricoles dans le nouveau paradigme coopératif.
- [18] Ibourek, A. (2014). L'entrepreneuriat coopératif, un enjeu pour l'emploi des jeunes diplômés marocains. *Entreprendre & innover*, (1), 107-124.
- [19] Kogut, B. (2000). The network as knowledge: Generative rules and the emergence of structure. *Strategic management journal*, 21(3), 405-425.

- [20] Kyazze, L. M., Nkote, I. N., & Wakaisuka-Isingoma, J. (2017). Cooperative governance and social performance of cooperative societies. *Cogent Business & Management*, 4(1), 1284391.
- [21] Kyazze, L. M., Nkote, I. N., & Wakaisuka-Isingoma, J. (2017). Cooperative governance and social performance of cooperative societies. *Cogent Business & Management*, 4(1), 1284391.
- [22] Lafaye, C. G. (2007). Bien-être.
- [23] Laville, J. L., & Nyssens, M. (2001). Les services sociaux entre associations. *Etat et marché: l'aide aux personnes âgées, La Découverte/MAUSS/CRIDA, Paris*.
- [24] McGillivray, M. (2007). Human well-being: Issues, concepts and measures. In *Human well-being: Concept and measurement* (pp. 1-22). London : Palgrave Macmillan UK.
- [25] Mertens, S., & Marée, M. (2012). La «performance» de l'entreprise sociale: Définition et limites d'une évaluation monétaire 1. *Revue internationale PME*, 25(3), 91-122.
- [26] Nicholls, A. (2008). 10. The social entrepreneurship—social policy nexus in developing countries. *Social policy in a developing world*, 183.
- [27] Reboud, S., Tanguy, C., & Martin, M. (2016). Partenariats et innovation organisationnelle dans les coopératives agricoles: l'exemple des vins effervescents et des céréales 1. *Revue internationale PME*, 29(2), 119-144.
- [28] Sen, A. (2000). *Un nouveau modèle économique : développement, justice, liberté*. Odile jacob.
- [29] Shaw, E., & de Bruin, A. (2013). Reconsidering capitalism: the promise of social innovation and social entrepreneurship?. *International Small Business Journal*, 31(7), 737-746.
- [30] Sirilli, G., & Evangelista, R. (1998). Technological innovation in services and manufacturing: results from Italian surveys. *Research policy*, 27(9), 881-899.
- [31] Tan, W. L., Williams, J., & Tan, T. M. (2005). Defining the 'social' in 'social entrepreneurship': Altruism and entrepreneurship. *The International Entrepreneurship and Management Journal*, 1, 353-365.
- [32] Teasdale, S. (2010). How can social enterprise address disadvantage? Evidence from an inner city community. *Journal of Nonprofit & Public Sector Marketing*, 22(2), 89-107.
- [33] Teasdale, S. (2010). How can social enterprise address disadvantage? Evidence from an inner city community. *Journal of Nonprofit & Public Sector Marketing*, 22(2), 89-107.
- [34] Teece, D. J. (2010). Business models, business strategy and innovation. *Long range planning*, 43(2-3), 172-194.
- [35] Van Hoorn, A. (2007). A Short Introduction to Subjective Well-Being: Its Measurement, Correlates and Policy Uses. Background paper prepared for OECD Conference on Measuring Progress of Societies. Istanbul, June 27-30.
- [36] Zadek, S., & Thake, S. (1997). Send in the social entrepreneurs. *New statesman*, 126(4339), 31-31.
- [37] Zahra, S. A., Rawhouser, H. N., Bhawe, N., Neubaum, D. O., & Hayton, J. C. (2008). Globalization of social entrepreneurship opportunities. *Strategic entrepreneurship journal*, 2(2), 117-131.
- [38]